

### Le Budget de l'Union Européenne

Le Conseil européen des 7 et 8 février 2013 a été l'occasion pour les 27 pays membres d'adopter le budget de l'Union Européenne pour la période 2014-2020. Le montant du budget alloué est de 960 milliards d'Euros, contre 994 précédemment. Cette baisse de 3% est sans précédent depuis le traité de Rome.

#### RAPPEL SUR LE BUDGET

Le budget annuel c'est environ 145 milliards d'euros, soit 1% du RNB de l'UE (244 € /an pour les 502 millions d'Européens)

Les contributeurs sont les 27 pays membres, en proportion de leurs richesses et de leur niveau de développement. Les deux plus gros contributeurs sont l'Allemagne et la France.

94 % des dépenses sont réinvestis au sein des Etats membres de l'Union européenne et 6% consacrés aux dépenses administratives relatives au fonctionnement des institutions européennes.

→ Il s'agit de trois grandes missions :

- La compétitivité : innovation, recherche, développement des réseaux de transports et des interconnexions énergétiques
- La cohésion des territoires, via les fonds structurels (45%) et la politique agricole commune (43%)
- La sécurité intérieure (+ de 1%) et la sécurité extérieure (+ de 5%)

Les secteurs préservés	2014 - 2020	2007 - 2013	A retenir
Politique agricole commune	373,2 Md€	420,7 Md€	Coupe budgétaire substantielle
Fonds d'aide aux régions	325 Md€	309 Md€	Soit 4,5 Md€ sup par rapport aux propositions faites en novembre
Soutien économique (recherche, innovation, développement technologique, aides aux entreprises, éducation)	125,7 Md€	78 Mds €	+ 40 % mais 40 Md€ en moins que demandé

La catégorie des régions en transition est maintenue, ainsi que les crédits pour l'Outre-mer. Un nouveau fonds pour l'emploi des jeunes sera créé et doté de 6 Md€ à répartir entre les régions de l'UE les plus touchées (+ de 25% de taux de chômage des jeunes).

Les secteurs les plus touchés	2014 - 2020	2007 - 2013	A retenir
Transports, énergie, réseaux télécommunications	29,3 Md€	12 Md€	+ de 20 Md€ en moins que demandé
Fonctionnaires européens	61,1 Md€	62,6 Md€	1,5 Md€ en moins
Sécurité et justice	15,7 Md€	16,7 Md€	1 Md€ en moins
Aide aux plus démunis (PEAD)	2,5 Md€	3,5 Md€	1 Md€ en moins

### L'AVIS DE L'UDI : des incohérences de plus en plus flagrantes entre les annonces du Président de la République et la réalité de son action

Après l'annonce de l'accord sur le budget européen, **Jean Louis Borloo**, s'inquiète des incohérences de plus en plus flagrantes entre les annonces du Président de la République et la réalité de son action : « *Force est de constater que le budget européen est pour la première fois en diminution. Les mots «réorienter l'Europe vers la croissance et l'emploi», à l'épreuve des faits, apparaissent davantage comme des slogans que comme une réalité.*

Ce budget est un budget de rigueur et d'austérité. Par ailleurs, il apparaît en déséquilibre et risque d'être rejeté par le Parlement européen. Pour les Européens convaincus que nous sommes, le grand débat qui s'ouvrira l'an prochain doit être celui d'une Europe de la croissance, d'une Europe politique et d'une Europe sociale. »

**Jean-Louis Borloo** et **François Zocchetto** ont demandé au Président de la République ainsi qu'au Premier Ministre, qu'en vertu de l'article 48 alinéa 2 de la Constitution, le Gouvernement inscrive, urgemment et dès cette semaine, à l'ordre du jour du Parlement un débat sur le projet de budget européen.

**Jean Arthuis**, déclare « *que face à la crise économique, à la hausse du chômage, nous attendions un budget au service de la croissance et de l'emploi. Cet accord exprime une nouvelle fois les égoïsmes nationaux. A 15 mois des élections au Parlement européen, le cadre budgétaire fige pour 7 ans la compression des moyens financiers et affiche une insupportable résignation. Il faudra à l'Europe de la souplesse et la capacité de stimuler le rebond vital de nos économies. C'est pour cela que je demande un budget flexible et réactif.* »

**Jean-Christophe Lagarde**, rappelle que « *pour la 1ère fois depuis le début de la construction européenne, le budget sera en baisse (de 3%) alors que F. Hollande prétendait avoir négocié un pacte de relance européen.* »

#### EN BREF

- Après le faux pacte de croissance de 120 Md€ qui n'a jamais existé, l'UDI regrette le sacrifice de l'intérêt communautaire au détriment d'intérêts nationaux,
- Pour la première fois de son histoire, le Budget de l'UE est en baisse, contredisant les promesses de François Hollande, candidat, puis Président de la République,
- L'UDI demande qu'à l'Assemblée nationale un débat soit consacré au budget communautaire,
- Et elle déplore que le budget voté soit effectif jusqu'en 2020 alors que les députés européens seront élus en 2014 jusqu'en 2019. A quoi serviront-ils ?